



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N^o 54.

MARDI, 23 Février 1808.

EXTÉRIEUR.

SUEDE.

Stockholm, le 29 janvier.

L'ACADÉMIE royale de Suède a décerné un prix de 200 ducats à celui qui ferait la plus belle ode en l'honneur de Gustave III, à l'occasion de l'inauguration de sa statue.

La statue de Gustave III a été placée à l'endroit même où ce roi débarqua, quand il revint, avec sa flottille, après la paix de Werela. Le roi est représenté portant l'uniforme de la marine, le manteau royal sur l'épaule et la tête découverte. Dans la main droite, il tient une branche d'olivier et il s'appuie de la gauche sur une rame. Sur le piédestal qui est en porphyre poli, on lit en langue suédoise, l'inscription suivante : *Gustave III, législateur, vainqueur, restaurateur de la paix. Par la bourgeoisie de Stockholm, MDCCXC.* (Publiciste.)

DANEMARCK.

Copenhague, le 6 février.

Plusieurs vaisseaux chargés de munitions, sont partis d'ici depuis quelque temps pour différentes destinations.

On a reçu de Stavanger, en Norvège, la nouvelle que le longre français le *Glaneur*, de Dunkerque, de 16 canons et 54 hommes d'équipage, est entré dans ledit port. Le capitaine Merlier, qui commande ce longre, est parti le 24 décembre de Flessingue, et a fait trois prises anglaises chargées de charbon.

Il a paru une ordonnance du roi, qui prescrit que les vaisseaux ennemis qui auraient été forcés d'amener par le feu des batteries de terre, seront traités de la même manière que s'ils avaient été pris par des vaisseaux de guerre.

(Journal du Commerce.)

Holstein, le 10 février.

La princesse de Danemarck nouvellement née, a été baptisée hier à Kiel. On ne sait pas encore le jour où le prince royal quittera cette ville.

(Idem.)

POLOGNE.

Dantzick, le 4 février.

Voici de nouveaux détails sur les deux incendies que la ville de Dantzick vient d'essuyer : ils sont contenus dans une lettre particulière.

Le 2 février a été un jour de désastres et d'horreurs pour la ville de Dantzick. A quatre heures du matin, on signala le feu dans la Vieille-Ville. La générale battit aussitôt, et toutes les troupes de la garnison, faisant partie de la division des grenadiers et voltigeurs réunis, furent rassemblées sous leurs chefs. S. Exc. le gouverneur, M. le général de division Rapp, et le général Ménard, commandant de la place, se portèrent avec leurs états-majors au lieu de l'incendie, qui s'était manifesté dans une tannerie ; mais la quantité de matières combustibles que renfermait cet établissement, jointe à la vétusté des bâtimens, donna au feu une telle activité, que déjà les maisons voisines des deux côtés de la rue étaient embrasées, et la violence du vent rendait leur approche très-dangereuse.

Malgré ces obstacles, les troupes, animées par la présence et l'exemple de leurs généraux et de leurs chefs, se précipitèrent dans la maison pour en sauver les habitans et les objets les plus précieux, tandis que d'autres gravissaient les toits et luttaient contre le feu, en dirigeant les secours que les magistrats de la ville envoyaient de toutes parts. Plusieurs de ces braves, victimes de leur intrépidité, périrent au milieu des flammes ; d'autres furent engloutis sous les décombres des maisons ; mais le zèle semblait s'accroître avec le danger. Long-temps la violence du vent rendit tous les efforts inutiles, et fit craindre pour toute cette partie de la ville ; mais enfin, le vent s'étant calmé, les habitans et les troupes redoublèrent d'activité, et parvinrent à empêcher les progrès du feu.

A onze heures du matin, tandis que l'on commençait à se rassurer, un nouveau cri d'alarme se fit entendre ; un nouvel incendie se déclara dans un vaste magasin où était établie une caserne de 1800 hommes. La multiplicité des bois de sapin, employés selon l'usage du pays, pour les planchers et les distributions, donna au feu de cette caserne une telle intensité, qu'en un moment elle devint un immense brasier. Les flammes poussées par le vent, dévorèrent déjà les maisons situées de l'autre côté du canal, en face de la caserne ; mais S. Exc. le général Rapp se porta en personne dans ce quartier avec un secours nombreux, et arrêta les progrès de l'incendie qui menaçait une partie considérable de la ville, d'un embrasement général.

Cependant le foyer de l'incendie, établi dans la caserne, faisait tout craindre pour l'île entière où elle était située, et qui renferme tous les magasins de la ville. Une autre caserne, voisine de celle embrasée, ne fut préservée d'un sort pareil que par les efforts des militaires qui l'occupaient, et qui, à force de verser des torrens d'eau sur les parties voisines du feu, en empêchèrent les progrès de ce côté. On ne fut pas aussi heureux par-tout : deux magasins contigus aux casernes ne purent être évacués, et furent la proie des flammes avec toutes les marchandises qu'ils renfermaient ; une grande quantité de bois et d'autres matières combustibles allaient encore augmenter l'incendie, lorsqu'on parvint, par le travail opiniâtre des troupes, à l'arrêter.

Dans cette circonstance, les militaires de tout grade ont été près de vingt-quatre heures sur pied, se livrant à des travaux et à des dangers continuels ; et sans leur dévouement, la ville eût été menacée d'une ruine totale. Nonobstant ces efforts, la perte a été immense ; quatre-vingt maisons, les casernes et deux magasins remplis de marchandises ont été consumés, et le dommage peut s'évaluer à six millions de francs environ.

Mais une perte plus affligeante encore est celle de quelques militaires qui ont péri victimes de leur dévouement : on compte en outre un certain nombre de blessés parmi les troupes françaises. Jusqu'ici on n'a pas appris qu'aucun habitant ait péri dans cette circonstance.

(Journal de l'Empire.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 16 février.

D'après le titre I^{er} du décret relatif à l'organisation des tribunaux, la ville de Cassel sera le siège d'une cour d'appel, qui sera composée de vingt-six juges, trois présidents, un procureur-général et deux substitués. Huit des juges rempliront, d'après le choix du roi, les fonctions de présidents de la Cour criminelle. Le premier président de la cour d'appel a 10,000 fr. de traitement ; les autres auront 8000 fr. Les six premiers juges nommés, 6000 fr. ; les six autres nommés ensuite, 5000 fr. ; le reste 4000 fr.

D'après le même décret, les Cours criminelles établies dans chaque département, seront composées d'un président, de deux juges et d'un procureur-général.

(Gazette de France.)

BAVIÈRE.

Nuremberg, le 12 février.

S. M. le roi de Bavière a ordonné que les forteresses de Kufstein, d'Oberhaus, près Passau, de Rhothenberg, de Vorcheim et de Rosemberg, près Kronach, soient remises sur le pied de paix.

S. M. a aussi ordonné que les chevaux devenus inutiles par la dislocation de l'artillerie, soient répartis parmi ceux de ses sujets qui en ont perdu pendant la précédente guerre.

(Journal du Commerce.)

GRAND-DUCHÉ DE BERG.

Munster, le 10 février.

Notre ville sera désormais la capitale des Etats du grand-duc de Berg. Un courrier arrivé le 2 de ce mois nous a apporté la nouvelle officielle que S. A. I. le grand-duc, prendrait possession, le 1^{er} mars, de la principauté de Munster, des comtés de la Mark, Tecklenbourg, Lingen. Le superbe

château de cette ville sera préparé et meublé pour recevoir ce prince. La députation du pays de Munster, qui s'est rendue en France, est attendue incessamment.

(Correspondant de Hambourg.)

ROYAUME D'ITALIE.

Milan, le 14 février.

Demain, 15, se fera l'ouverture de la Bourse de commerce dans le local du Mont-de-Piété. Le décret relatif à l'organisation de la Bourse, en date du 6 de ce mois, contient les dispositions suivantes :

La Bourse de commerce de Milan est établie provisoirement dans le local désigné. Elle sera ouverte tous les jours, excepté les fêtes, depuis midi jusqu'à trois heures. Le son de la cloche en indiquera l'ouverture et la fermeture. Elle sera présidée par un syndic et quatre adjoints nommés par la chambre de commerce, et auxquels est confiée la police intérieure. Il sera placé à la Bourse un tableau contenant une liste alphabétique des noms, prénoms et la demeure des agens de change et des courtiers. A la clôture de la Bourse, les agens de change et les courtiers se réuniront pour faire coter par le syndic et les adjoints le cours des changes, des marchandises, des effets publics et des matières métalliques.

Hier LL. EE. les ministres de l'intérieur et des finances sont partis pour Venise, où se trouve déjà depuis deux jours S. A. I. le prince vice-roi.

On mande de Cattaro que le commerce de cette ville avec Raguse devient de jour en jour plus étendu. Les bâtimens voguent en sûreté sous la protection de plusieurs barques canonnières, malgré la croisière anglaise.

(Journal du Commerce.)

SUISSE.

Lausanne, le 2 février.

S. Exc. le ministre de la cour d'Espagne, M. le chevalier de Caumano, ayant, d'après les ordres de son gouvernement, donné communication à S. Exc. le landamman, du décret émis à Madrid le 3 janvier, contre le commerce de l'Angleterre, le landamman s'est empressé d'en faire part aux gouvernemens cantonnaux.

Par circulaire du 2, le landamman a, selon le vœu du gouvernement du canton de Vaud, donné communication aux autres cantons de l'arrêté que celui-ci vient de porter, pour ôter aux contrebandiers toute possibilité d'introduire en France des marchandises prohibées. (Idem.)

ANGLETERRE.

Londres, le 8 février.

(Extrait des papiers anglais.)

Le *Pilote* du 5 février, sous le n^o 343, annonce que dans ses numéros précédens il a démontré, que les conséquences les plus fâcheuses de la paix n'étaient pas à comparer à tous les maux qu'entraînerait la continuation de la guerre ; il a prouvé que ce n'est que contre son gré que la France a fait la guerre ; que lorsque le chef du Gouvernement prit le titre d'EMPEREUR, il donna des preuves de son désir d'entrer en négociation ; que la correspondance ouverte par M. Fox avec M. Talleyrand fut avidement saisie par le chef des Français pour traiter de la paix ; que le traité de Tilsitt stipulait la médiation de la Russie pour entamer des négociations ; que l'envoyé d'Autriche fut ensuite l'organe de nouvelles ouvertures. Il nous reste à considérer, dit-il, si les ouvertures de la France ont été accueillies cordialement par le gouvernement britannique.

Nous avons démontré que les écrits scandaleux qui circulaient dans ce pays, avaient justement provoqué la colère de la France, et que la plupart de ces écrits ne tendaient qu'à exciter le peuple français à la rébellion contre son Gouvernement, avec lequel la paix avait solennellement été conclue ; et nous sommes grandement fondés à croire que si les lois de ce pays avaient été exécutées avec rigueur contre ceux qui jetaient à pleines mains ces semences d'inimitié, de haine et de guerre, la paix d'Amiens durerait encore, et le Continent aurait été préservé des convulsions et des changemens auxquels il est en proie.

Après cela, devait-on s'attendre que le chef du Gouvernement français, injurié, insulté outre mesure, pensât jamais à demander la paix, à moins qu'il ne fût accablé des plus grands revers ? A plus forte raison est-ce lorsque vainqueur de toutes les coalitions formées par l'or et les intrigues de l'Angleterre, que BONAPARTE doit se présenter dans une attitude humiliante devant le gouvernement britannique ?

Le journaliste passe ensuite en revue les diverses échelles de négociation. La première qui suivit immédiatement l'avènement de BONAPARTE au trône impérial, et qui n'eut aucune suite, la seule réponse qui fut donnée alors au Gouvernement français, était qu'il fallait d'abord que la Grande Bretagne consultât ses alliés. . . . Et le fait est qu'alors on poussait la Russie et l'Autriche à la guerre.

La seconde époque, celle de 1806, dut à l'imprudent traité que l'on avait fait avec la Russie, le mauvais succès des négociations. Des intérêts étrangers firent fermer les yeux sur les avantages réels qui étaient concédés, et une fausse application de quelques paroles de M. Talleyrand, devint la source de difficultés qui parurent insurmontables.

La troisième époque est celle de l'offre spontanée que fit l'Autriche de sa médiation. On lui répond encore par la nécessité d'avoir le consentement des autres puissances belligérantes, et l'on veut s'entendre avec elles des bases d'un arrangement général. Que firent, en conséquence, les ministres de S. M. ? donnerent-ils quelque communication aux puissances belligérantes ? cherchèrent-ils à connaître leurs vues et leurs sentimens ? ces puissances furent-elles disposées ou non, à accepter la médiation de l'Autriche ? penchaient-elles, ou non, pour une négociation ? déterminait-on quelque mode d'ouverture, quelque base d'arrangement ? communiqua-t-on à l'Autriche les sentimens ou dispositions de ces puissances ? lui fit-on part des raisons, si toutefois il en existait, qui les détournerent d'accepter la médiation offerte ? ou témoignèrent-elles quelque désir de profiter de cette médiation pour obtenir la paix ? S'il résulte de la date de la lettre qui fut écrite à l'ambassadeur d'Autriche en acceptant sa médiation, que jusqu'au mois de novembre dernier, on n'a rien fait de concert à ce sujet avec les puissances, le silence des ministres à cet égard et leur indifférence, ont dû choquer l'Autriche, et certes ils sont les vrais coupables. En vain ils objecteraient que pour admettre cette médiation, il fallait connaître les vues de la France ; cette puissance était alors en correspondance active avec l'Autriche, et il est évident que ces vues même avaient motivé la démarche de l'Autriche.

Nous venons à la quatrième époque ; c'est lorsqu'après le traité de Tilsitt la Russie devient médiatrice. Les titres font aujourd'hui l'objet d'une discussion parlementaire, et nous ne tarderons pas d'émettre notre opinion sur la nature de cette offre ; nous passerons d'abord à la cinquième époque. C'est encore l'envoyé d'Autriche qui offre la médiation de son maître ; elle est refusée, parce que l'ambassadeur ne dit pas d'où il a reçu sa mission ; parce que s'il était autorisé par sa cour, il ne restait pas dans la ligne de la correspondance précédente au sujet de la paix ; parce que la dernière proposition n'embrassait que les puissances combinées avec la France ; parce que l'envoyé n'avait pas de documents assez authentiques pour parler au nom de la France ; parce que le Gouvernement français avait un gage des dispositions pacifiques de l'Angleterre, et n'en avait point donné un également solennel ; parce que l'on ne communiquait point les bases sur lesquelles on voulait négocier ; et enfin parce que la France voulait que l'on envoyât des plénipotentiaires dans sa capitale.

Nous croyons que la plupart de ces objections sont détruites par la plus simple réflexion que l'on voudra faire sur le caractère de l'envoyé d'Autriche. Ses instructions lui venaient officiellement ; il les a déclarées telles ; il a déclaré que c'était par l'ordre de sa cour qu'il communiquait sous ce rapport avec celle des Tuileries. Et quant à la correspondance antérieure, quels étaient ces préliminaires indispensables que demandaient les ministres dans leur note du 25 avril ? On trouvera que la condition exprimée pour accepter la médiation était la concurrence des autres puissances. Mais lorsque l'on rappelait cette condition, la face des choses avait changé : les alliés de l'Angleterre étaient devenus ceux de la France, et la Suède et la Sicile composaient à elles seules la coalition avec l'Angleterre. Nous le disons sans crainte d'être réfuté avec succès : si la dernière négociation a échoué, ce n'est point la France qui en a le blâme ; et nous dirons avec lord Grenville, que si des ministres sont justifiés de discuter des bases de négociation, il est possible que jamais il n'y ait de négociations ; car c'est en effet demander à la France de consentir à la paix avant d'en avoir traité.

INTÉRIEUR.

Paris, le 22 février.

DECRETS IMPERIAUX.

NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN : à tous présens et à venir, Salut :

Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du Conseil-d'Etat, a décrété et NOUS ORDONNONS ce qui suit :

Extrait des registres du Sénat - Conservateur, du 19 février 1808.

Le Sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'art. XC de l'acte des constitutions de l'an 8 ;

Vu le projet de sénatus-consulte organique rédigé en la forme prescrite par l'article LVII de l'acte des constitutions, du 16 thermidor an 10 ;

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du Gouvernement, et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 16 de ce mois ;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article LVI de l'acte des constitutions, du 16 thermidor an 10,

Décrète :

Art. I^{er}. Les étrangers qui rendront, ou qui auront rendu des services importants à l'Etat, ou qui apporteront dans son sein des talens, des inventions, ou une industrie utile, ou qui formeront de grands établissemens, pourront, après un an de domicile, être admis à jouir du droit de Citoyen Français.

II. Ce droit leur sera conféré par un décret spécial, rendu sur le rapport d'un ministre, le Conseil-d'Etat entendu.

III. Il sera délivré à l'impétrant une expédition dudit décret, visée par le grand-juge ministre de la justice.

IV. L'impétrant, muni de cette expédition, se présentera devant la municipalité de son domicile, pour y prêter le serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire, et de fidélité à l'EMPEREUR. Il sera tenu registre et dressé procès-verbal de cette prestation de serment.

V. Le présent sénatus-consulte organique sera transmis, par un message, à S. M. Impériale et Royale.

Les président et secrétaires,

Signé, CAMBACÈRES, archi-chancelier de l'Empire, président ;

HERWYN, T. HÉDOUVILLE, secrétaires.

Vu et scellé.

Le chancelier du Sénat, signé, LAPLACE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'Etat, insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer ; et notre grand-juge, ministre de la justice, est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais impérial des Tuileries, le 21 février 1808.

Signé NAPOLÉON.

Vu par nous, l'archi-chancelier de l'Empire, Le ministre secrétaire d'Etat, Signé, CAMBACÈRES.

Signé, H. B. MARET.

NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN : à tous présens et à venir, salut.

Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du Conseil-d'Etat, a décrété, et NOUS ORDONNONS ce qui suit :

Extrait des registres du Sénat - Conservateur, du 19 février 1808.

Le Sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article XC de l'acte des constitutions, du 22 frimaire an 8,

Vu,

1^o Le paragraphe III de l'article XIX du décret impérial du 13 mai 1806 ;

2^o L'interprétation donnée par l'EMPEREUR à ce paragraphe, le 28 janvier 1807 ;

3^o L'acte de naissance du sieur Gaudin, duquel il résulte qu'il est né le 28 février 1768 ;

4^o Une décision de S. M., en date du 10 mars 1807, de laquelle il résulte, que pour être élu candidat, soit pour le Sénat, soit pour le Corps-Législatif, il faut réunir, au moment de son élection par le Collège, les conditions d'éligibilité requises pour pouvoir être appelé aux fonctions pour lesquelles on est présenté ;

5^o L'article X de l'acte constitutionnel, du 19 août 1807, ainsi conçu : « A l'avenir nul ne pourra être nommé membre du Corps-Législatif, à moins qu'il n'ait 40 ans accomplis ; »

6^o Le procès-verbal des opérations du Collège électoral de l'arrondissement de Montbrison, département de la Loire, duquel il résulte, 1^o que le nombre des votes valables, émis pour l'élection des trois candidats pour le Corps-Législatif, était inférieur à la moitié des membres du Collège ; 2^o que le sieur Gaudin ayant été élu le 18 novembre 1807, n'avait pas 40 ans accomplis.

7^o Le projet de sénatus-consulte, rédigé en la forme prescrite par l'article LVII de l'acte des constitutions de l'Empire, en date du 16 thermidor an 10 ;

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du Conseil-d'Etat, et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 16 de ce mois ;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article LVI du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10.

Décrète :

Art. I^{er}. L'élection des sieurs Gaudin, Portier et Despérichons au titre de candidats pour le Corps-Législatif, faite par le Collège électoral de l'arrondissement de Montbrison, est annulée.

II. Le présent sénatus-consulte sera transmis, par un message à S. M. l'EMPEREUR ET ROI.

Les président et secrétaires.

Signé, CAMBACÈRES, archi-chancelier de l'Empire, président.

T. HÉDOUVILLE, HERWYN, secrétaires.

Vu et scellé.

Le chancelier du Sénat, signé, LAPLACE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'Etat, insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux, et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre grand-juge ministre de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais impérial des Tuileries, le 21 février 1808.

Signé, NAPOLÉON.

Vu par nous, archi-chancelier de l'Empire, Le ministre secrétaire d'Etat, Signé, CAMBACÈRES.

Signé, H. B. MARET.

Un décret rendu par S. M., le 21 février 1808, sur le rapport de son ministre des finances, et après avoir entendu son Conseil-d'Etat, renferme la disposition suivante :

« La pièce de dix centimes, dont la fabrication a été ordonnée par la loi du 15 septembre 1807, ne sera donnée et reçue qu'à découvert, et seulement pour les appoints d'un franc et au-dessous. »

LIVRES DIVERS.

La Crânomanie, comédie en un acte, mêlée de vaudevilles ; par Innocent Bonnefoy (de Gonesse).

Prix, 1 fr. 20 cent.

De l'imprimerie de Lenormant.

A Paris, chez M^{me} Masson, libraire, éditeur de musique et de pièces de théâtre, rue de l'Echelle, n^o 10, au coin de celle Saint-Honoré ; et chez les marchands de nouveautés.

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. 50 sous, du 22 sept. 1807..	86 fr. 10 c.
Idem. Jouis. du 22 mars 1808.....	83 fr. 75 c.
Rescriptions sur domaines.....	92 fr. c.
Act. de la B. de Fr.....	1258 fr. 75 c.

SPECTACLES.

Académie impériale de Musique. Aujourd'hui, Œdipe à Colone, et Psyché. Mlle Joséphine Armand continuera ses débuts par le rôle d'Antigone dans l'opéra.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, la Gouvernante, et Plaute.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Lauvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui, la 1^{re} repr. de M. Têtu, ou la Crânomanie, comédie-folie nouvelle en un acte en prose, Marton et Frontin, et les Filles à marier. Mlle. Degouty continuera ses débuts.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, l'Opéra-Comique, pour le début de Mlle. Clerval.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, la 1^{re} repr. de Haine aux Femmes, vaud. en un acte, et....

De l'imprimerie de H. AGASSE, rue des Poitevins, n^o 6.